

Paroles d'habitants roms nantais à propos de la vie ici



Comme les doigts d'une main, aucun de nous n'est semblable à l'autre, nous sommes tous différents. Jusqu'à ce jour, la parole des habitants roms de Nantes a été peu répercutée et peu entendue comme une parole légitime d'habitants. Ce document rassemble des textes qui montrent à la fois la diversité (des situations, des points de vue, des sensibilités) des habitants roms de Nantes, leur enracinement dans la vie locale et la place centrale qu'ils et elles donnent à leurs enfants dans leur vie ici, mais aussi le lourd sentiment d'arbitraire, de harcèlement et de négation de leurs qualités propres d'êtres humains - qu'ils nous renvoient en miroir.

Ces textes collectés en mars 2010 sur cinq terrains sauvages font suite à l'expulsion du site des anciens abattoirs de Rezé et aux expulsions parallèles ou conséquentes aux réinstallations issues des expulsions antérieures. Ces textes ont été collectés en langue roumaine, transcrits et traduits en français avec une variété d'interlocuteurs significative de la diversité de ces habitants de notre métropole. S'ils ne sont pas des cahiers de doléances, ces textes expriment un point de vue fort, un droit à l'existence et un désir d'insertion qui se manifeste notamment dans l'intensité de l'investissement scolaire de beaucoup de familles, qui contraste avec les difficultés de tous ordres qui viennent contrecarrer cette stratégie de construire un avenir à leurs enfants.

Ces habitants décrivent à leur manière la politique de désinsertion et s'incluent dans la possibilité d'une autre démarche ici – comme ils l'ont déjà exprimé en manifestation, en délégation, par lettre-pétition ou lors du débat de la fête d'Indre, le 27 mars dernier.

Familles du terrain de la Beaujoire Nantes, 18 mars 2010

La Beaujoire est l'un des trois nouveaux terrains résultant de l'expulsion des habitants installés sur le site des anciens abattoirs de Rezé, rue de l'Abbé Grégoire, le 18 février dernier - et déjà sous le coup d'une nouvelle procédure d'expulsion. On pourrait passer devant ce lieu sans l'apercevoir tant leur présence se fait discrète.

Nous, Roms de Nantes, nous ne demandons pas beaucoup, nous n'avons pas nécessairement besoin d'une somme d'argent, de maisons ou d'emplois. Les conditions dans lesquelles nous nous trouvons sont déplorables dans un sens humanitaire, nous ne pouvons pas vivre humainement dans de telles conditions.

Ce que nous demandons, c'est en premier lieu pour nos enfants : ils ont besoin d'eau, d'électricité, de chaleur. Nous vivons dans des conditions comparables à celles du 18^{me} siècle, elles ne sont pas dignes de 2010.

Nous voulons que nos enfants soient inscrits à l'école, mais comment les présenter là-bas non-lavés, affamés, fatigués !

Nous supplions d'être traités comme des êtres humains, pas comme des animaux, ainsi que nous traitent les autorités.

Nous désirons vivre dans un endroit stable, car nous avons l'exemple de terrains aménagés où l'on a accepté certains d'entre nous. Ainsi nous pourrions vivre dans des conditions décentes et nous intégrer autant que possible dans la société française.

Nous ne cherchons pas le luxe, seulement l'avenir de nos enfants.

Beaucoup de nos familles sont venues en France pour pouvoir se soigner et pouvoir vivre une vie décente.

Voilà ce que nous désirons, ainsi que la possibilité de pouvoir être compris.

Nous remercions tous ceux qui accepteront de nous aider et de comprendre notre situation.

Familles du terrain de Pont-Rousseau Rezé, 19 mars 2010

Trois générations d'une même famille vivent ensemble en ce lieu, une dizaine d'enfants vont à l'école, les liens sont étroits et l'accueil est simple et chaleureux. Eux aussi vont être contraints de quitter cet endroit dans les jours à venir.

Notre souhait serait de pouvoir vivre de façon stable sur un terrain municipal, car, en premier lieu, nous voulons nous intégrer en France dans le respect des lois.

Nous souhaiterions que quelqu'un accepte de s'occuper de notre situation et de nous aider à trouver du travail.

Déjà nous avons fait « le muguet » et nous préparons à recommencer cette année, mais en tant qu'hommes nous voudrions être engagés dans des emplois stables pour assurer le bien-être de nos familles.

Nous ne voulons pas voyager continuellement de ville en ville, de pays en pays. Cela n'est pas la vie que nous voulons, nous voulons juste nous établir quelque part.

Nous ne voulons pas retourner en Roumanie, car, là-bas, nous ne trouvons pas de travail. Déjà nos enfants ont vu leur vie changer depuis que nous sommes installés ici.

Nous sommes ici pour l'avenir de nos enfants.

Parce qu'ils sont déjà inscrits à l'école, nous espérons les voir s'intégrer ici ensuite par le travail après avoir appris un métier, qu'ils aient la possibilité de se construire un avenir.

Nous remercions l'État français de nous aider un peu par le biais de quelques aides du Conseil Général, mais cela n'est pas suffisant pour pouvoir vivre dans l'ordre et la discipline, en particulier en ce qui concerne l'école.

Nous espérons ne plus être expulsés continuellement. Le plus important pour nous est de ne pas être expulsés de Pont-Rousseau. Petit à petit, nous nous intégrerons, nous ne resterons pas définitivement sur ce terrain. Si nous travaillons, nous pourrions louer un logement par nous-mêmes, nous sommes prêt à faire n'importe quel travail (agriculture, mécanique, ménage...).

Nous voulons avoir la possibilité de pouvoir habiller nos enfants, de les nourrir, de les entretenir.

Aussi, concernant les problèmes de santé et de handicap, les personnes malades parmi nous n'ont pas le pouvoir de travailler ; il faut qu'elles puissent être respectées et pouvoir, elles aussi, vivre décemment.

Nous sommes originaires en Roumanie de la région de Mehedinti. Nous vivons en milieu rural et ne trouvons pas de travail. Nous ne possédons pas de terres. Nous sommes partis vers un autre pays où nous pourrions trouver du travail.

Il y a des écoles chez nous, mais nous n'avons rien à donner à nos enfants pour les entretenir, les habiller, leur acheter des cahiers, des livres ou des crayons.

Ici, nous pouvons leur permettre d'aller à l'école, le temps pour nous de trouver du travail. Ici, il y a des cantines, le Conseil Général, la CAF.

Nous espérons pour nos enfants un avenir meilleur.

Qu'ils ne souffrent pas comme nous souffrons, qu'ils ne connaissent pas la tristesse que nous connaissons. Nous cherchons la compréhension et l'échange avec les autres parents français.

Nous ne voulons pas payer pour ceux qui volent ou qui commettent des fautes. Nous voulons être considérés individuellement selon nos actions.

Nous ne sommes pas des individus primitifs ; comme les doigts d'une main, aucun de nous n'est semblable à l'autre, nous sommes tous différents.

S'il nous arrive de mendier, nous mendions par nécessité.

Nous avons remarqué ici beaucoup de jeunes Français qui mendient, place du Commerce avec leurs chiens. Si nous avons le choix, nous n'aurions pas recours à la mendicité.

Laissez-nous la possibilité de nous stabiliser, le temps pour nous de réussir à nous intégrer, afin que nous ne vivions plus dans la misère et dans la peur.

Nous vous remercions d'avoir pris le temps de nous écouter.

Familles du terrain de Saint-Herblain Saint-Herblain, 21 mars 2010

Terrain de Saint Herblain, zone industrielle. Cet endroit déborde de vie, de nombreuses familles vivent ici. On leur a déjà signifié que leur présence n'était pas désirée : leur expulsion est déjà annoncée.

Nous les Roms, nous sommes des citoyens européens, nous avons également des droits, conformément à la Constitution Européenne.

Nous souhaiterions avoir les mêmes droits que les autres (et en particulier que les autres Roms des terrains aménagés).

Pourquoi faire une si grande différence entre nous ?

Nous voulons un endroit stable, comme un terrain aménagé et l'eau courante.

Nous avons la sensation qu'il y a de grandes différences entre nous et les autres Roms. Ceux-là bénéficient d'avantages, de la CAF, de l'aide sociale, de l'aide médicale, et nous ne comprenons pas pourquoi nous ne sommes pas traités de la même façon.

Nous avons des enfants à l'école, nous ne faisons pas la mendicité, nous les femmes, nous pensons que nous devons être considérées comme toutes les autres mamans.

Nous n'avons pas besoin de la richesse, nous voulons juste la possibilité de pouvoir élever nos enfants dignement.

Nous considérons que la France ne respecte pas les droits de l'homme.

Nous ne pouvons plus vivre dans le stress.

Nos enfants sont terrifiés par la police.

Nous souhaitons être tous égaux, nous aussi avons des problèmes et ne comprenons pas pourquoi quelques uns sont aidés, et les autres non.

Nous, dans le respect de la loi française, avons scolarisé nos enfants, mais personne ne nous a rien donné, aucune aide, pas d'eau, nous n'avons pas d'argent pour le transport de nos enfants, nous sommes expulsés en permanence et, à cause de tout cela, nos enfants ne peuvent pas suivre une scolarité normale.

Comment pouvons-nous nous intégrer dans le cadre de la société et de la loi française, si on ne nous donne pas la possibilité et les moyens de le faire ?

Depuis 2006, nous avons, pour certains d'entre nous, connu sept ou huit expulsions. Nous vivons dans la crainte et la peur. Nous nous inquiétons pour la santé de nos enfants, qui tombent malades du fait de l'insalubrité dans laquelle nous vivons.

Familles du chemin de la Motte Rezé, 24 mars 2010

Terrain du Chemin de la Motte, une maison abandonnée, une quinzaine d'hommes, de femmes et d'enfants s'y sont installés simplement et avec ingéniosité, à l'abri des regards.

Je vis ici depuis trois ans, et j'ai toujours cherché du travail. J'ai trouvé des emplois saisonniers dans l'agriculture (muguet, tomates...), et, une fois, j'ai obtenu un contrat de travail de trois mois au sein d'une entreprise.

Je continue sans relâche à rechercher du travail, mais cela est très difficile, car je n'ai pas de titre de séjour. Les patrons n'ont pas confiance en nous pour nous embaucher.

En France, les règles qui régissent le travail sont très dures pour nous. Pour obtenir un contrat, c'est très difficile, nous n'avons pas de droit de séjour et les employeurs ne veulent pas payer les taxes pour nous engager, car elles sont très élevées.

Dans les autres états européens, c'est beaucoup plus facile : par exemple en Italie. Si tu conviens au patron, s'il est satisfait de ton travail, en trois jours, tu as ton contrat en main. Puis, dans le mois, tu peux obtenir un document d'identité.

Le fait que j'ai décidé de ne pas aller en Italie ou dans un autre état européen, c'est pour mes enfants qui fréquentent depuis trois ans l'école Alain Fournier de Chantenay, et que je ne veux pas perdre l'avenir et les droits de mes enfants. C'est pour cela que j'ai décidé de rester ici malgré la souffrance, pour leur avenir. Pour qu'ils aient eux aussi une vie décente, un emploi dans le futur, et un endroit où vivre.

Tout ce que nous demandons, c'est un endroit stable, que ce soit un terrain, une maison, un lieu où nous pourrions rester en paix, afin que nos enfants puissent continuer leur scolarisation et leur intégration en France.

Parmi nous il y a une femme qui est veuve, le soutien d'un mari pour elle n'existe plus, et elle a des enfants à élever. Nous supplions toutes les autorités qui pourraient nous aider à nous intégrer, avec ce qu'elles pourront, un lieu de vie, l'électricité, afin que nous puissions vivre une vie décente.

Nous avons un enfant atteint de handicap visuel, certains sont malades, et pourtant chaque jour, ils se rendent à l'école.

Il y a des femmes malades du diabète, du cœur et d'autres complications, mais qui, malgré tout, supportent les expulsions d'un camp à l'autre avec leurs enfants, et sans aucune aide.

Ces témoignages sont des exemples d'une réalité qui existe également sur les autres terrains.

Très souvent, les enfants, les femmes, mais aussi les hommes tombent malades à cause du froid, des difficultés et du stress permanents.

Mais si nous n'étions plus expulsés, nous pourrions nous sentir plus tranquilles, nous pourrions trouver notre place, et vivre de façon plus stable.

L'argent qui est jeté par les fenêtres pour rendre les terrains inaccessibles afin que nous ne puissions plus y pénétrer, pour nous expulser de ces lieux, pour effectuer leur nettoyage après notre passage, pourrait nous aider à nous intégrer dans la société française.

Ce que nous vous demandons, c'est de nous permettre de nous installer sur un terrain aménagé avec quelques mobil-homes, des toilettes, l'eau, l'électricité... Je crois que ce serait un grand pas pour l'humanité.

Avec votre aide, cet argent dépensé inutilement pour nous chasser pourrait permettre l'intégration des Roms et un avenir meilleur pour les enfants d'aujourd'hui.

Ce que nous vous demandons, c'est de nous aider. Nous ne demandons pas de grandes maisons, beaucoup d'argent ou autre chose, juste votre compréhension, car nous aussi nous sommes des êtres humains.

C'est tout ce que j'avais à dire, je vous remercie pour tout.

Familles du terrain de Basse-Indre Basse-Indre, 21 mars 2010

Terrain de Basse-Indre, un long chemin bordé de caravanes de part et d'autre, comme la rue principale d'un village. On s'y sent accueilli et bienvenu.

Nous voulons nous aussi bénéficier d'un terrain aménagé comme c'est le cas sur le 380 et aux Sorinières.

Nous sommes reconnaissants vis-à-vis du maire, mais nous avons besoin d'eau chaude pour nos enfants qui vont à l'école, d'électricité, dans la mesure du possible.

Nous ne voulons plus vivre dans l'insalubrité. Nous voulons avoir les mêmes droits que les Français.

Nous voulons apprendre la langue française, nous voulons chercher du travail, mais nous n'en trouvons pas, car il nous faut un titre de séjour et une autorisation de travail, et nous n'en n'avons pas.

Nous sommes extrêmement reconnaissants vis-à-vis du maire d'Indre, nous sommes prêts à faire tous ce qu'il faudra pour aider en échange, à entretenir notre terrain, à remplir des devoirs au même titre que nous demandons des droits. Nous voulons vivre en bonne intelligence avec les familles françaises, dans le respect et la compréhension mutuelle.

Nous avons besoin de lumière pour que nos enfants puissent apprendre leurs leçons le soir, nous avons également de très petits enfants. Nous souhaitons avoir une vie normale, que nos enfants puissent être éduqués comme les vôtres, et se construire eux aussi un avenir comme il se doit.

Nous voulons remercier toutes les personnes qui nous ont apporté leur aide, de tout notre cœur.